

5 Centimes

COMPTE RENDU

D'UN

Délégué



LES DEUX CONGRÈS... IMPOSSIBILISTES

Publications

DE LA

« RÉVOLTE »



LES

Deux Congrès.... impossibilistes

Du 15 au 21 juillet, deux Congrès internationaux, soi-disant socialistes, ont siégé côte à côte à Paris, l'un à la rue Rochechouard, l'autre à la rue de Lancry. Le programme était identique : Législation internationale du travail, — Union internationale des travailleurs. Des Chambres Syndicales et des Cercles d'Etudes étaient représentés dans l'un : des Chambres Syndicales et des Cercles d'Etudes étaient représentés dans l'autre. En plus, des délégations étrangères étaient arrivées de tous côtés à Paris, ne sachant pas trop où se diriger. L'union s'imposait donc par toutes sortes de raisons. En effet, si la législation du travail ou toute autre réforme ou amélioration sociale pouvait être jamais obtenue, ce ne serait que par l'union de tous les travailleurs ! L'échec de l'union a fait échouer l'objectif des deux Congrès.

Pourquoi donc un programme, un but, une classe et deux Congrès ? La chose remonte au Congrès de Londres de l'année passée. Les social-démocrates allemands n'ayant pas réussi à imposer leurs conditions, s'abstinrent, et intriguèrent avec les marxistes français pour bâtir une sorte de contre-Congrès. Dans le même temps, le Parti Ouvrier de France se constitua exécuteur testamentaire du Congrès de Londres et organisa un second Congrès. C'était une question d'initiative dans la forme ; mais au fond, de suprématie, que les chefs d'un côté ou de l'autre, se disputaient sur le bétail des partis participants aux Congrès : question qui eut dû disparaître à l'ouverture des Congrès, car alors cessait l'œuvre des organisateurs.

Mais les personnalités encombrantes des deux Congrès ont décidé autrement ; n'étant pas parvenus à s'entendre dans les conférences qui précédèrent l'ouverture des Congrès, ils portèrent au sein de ceux-ci leurs querelles, et tant se remuèrent, qu'ils ont fini par diviser d'une façon permanente les rangs du prolétariat à leur suite. Aucune idée supérieure, aucun sentiment noble, pas le moindre souci des grands intérêts des travailleurs ne les inspira : ils chicanèrent sur qui devaient faire les premières démarches, ils craignaient de paraître vaincus ; enfin ils redoutaient l'union, réclamée de la masse des deux Congrès, comme le maître redoute une entente trop intime entre ses ouvriers.

Néanmoins, on arriva à faire voter aux Marxistes la nomination d'une Commission chargée de traiter la fusion : et à satisfaire en même temps leur puérile susceptibilité, en leur faisant adresser une formelle demande d'union au nom du Congrès possibiliste. Le but paraissait atteint ; lorsque les chefs Marxistes mirent en œuvre leur diplomation la plus fine. Le délégué Bernstein, du *Sozialdemokrat*, proposa cinq membres pour cette Commission, en en excluant les partisans de la conciliation : même cette proposition fut écartée. Du groupe français surgit un compère — tout à fait connu au Parlement bourgeois — et proposa que la nomination de la Commission fût dévolue au bureau. Dès lors la cause de la fusion était perdue : on n'en parla même plus.

L'énergie du Congrès s'étant toute épuisée en cette lutte, qui se termina par la victoire du bureau marxiste, celui-ci domina désormais en maître absolu. Conformément au modèle parlementaire, ces assemblées se laissent gouverner. D'un côté, il y a des chefs ambitieux, haineux, qui se chargent de penser, de discuter, de voter pour les autres, n'admettant pas d'opposition à leur volonté : de l'autre, une masse d'hommes dévoués, dont la plupart acceptent en martyrs le rôle qu'on leur impose, et servent inconsciemment les ambitions des chefs en croyant servir la cause du Peuple. Les uns sont unis, compactes, serrés, et conspirent ensemble pour un but inavoué : les autres ne se connais-

sent pas même et n'ont pas le temps, ni souvent l'idée de se concerter. Aussitôt ouvert un Congrès, l'état-major se présente environné de ses acolytes : des émissaires envoyés dans la foule acclament les chefs au bureau : et ainsi les organisateurs se transforment en meneurs. Ils préparent les ordres du jour, ils dirigent les discussions, inventant des raisons tantôt pour les prolonger indûment, tantôt pour les tronquer : même les résolutions n'arrivent à l'Assemblée que avec leur *visa*, quand ils ne les élaborent eux-mêmes.

Tout cela est arrivé notamment au Congrès marxiste — dirigé par les citoyens Liebknecht, Vaillant, Guesde et Deville d'une façon tout à fait bismarckienne. Qu'il suffit de dire que, à la suite d'une conjuration qu'ils ont faite, les questions à l'ordre du jour n'ont été discutées que pendant *trois heures* (le samedi de 10 à 1 h.) Après cet effort surhumain, après cet acte sublime d'abnégation de la part du bureau, celui-ci se hâta à déclarer close la discussion. Un délégué demande à parler contre la clôture : la présidence, sans jamais consulter l'assemblée, fait signe à ses agents de se ruer sur le « perturbateur » et de l'expulser. On n'y réussit pas : alors les sieurs Deville et Vaillant ajoutent l'insulte à l'arbitraire, et provoquent par leurs insinuations jésuitiques une réponse, qui rappelle les dénonciateurs de Reinsdorff et d'autres anarchistes allemands. Ici, la bravoure de ces vaillants et le dévouement bête du troupeau

marxiste se révèlent. Les délégués allemands surtout, qui sont à la solde du parti dont Liebknecht est le chef, et qui du reste ne comprennent rien à ce qui se disait, se ruent sur le délégué et après une lutte, dirigée du haut de la tribune présidentielle par les maîtres, réussissent à le pousser hors de la salle. Mais avec lui se retirent les délégués anglais présents, hors la citoyenne Marx Aveling, célèbre pour l'argent qu'elle soutira l'année passée aux ouvriers américains pour se payer des gants et des bouquets. D'autres délégués aussi se retirèrent, et signèrent une protestation collective avec les anglais. Dans le Congrès, le délégué belge proteste contre la « chapelle » — et d'autres se joignent à lui. La salle déjà à demi-vidée, maintenant est tout à fait déserte. Il n'y a que les Allemands qui mangent, logent et stationnent en permanence dans le local du Congrès. Pour gagner un vote, on a créé une nation inconnue à la géographie et à l'histoire — la nation indépendante de l'Alsace-Lorraine. Un étudiant de Bruxelles représente la Roumanie. Enfin on façonne une petite majorité et on lui fait voter la Législation du travail ; on lui a fait voter même, — ajoutant le ridicule au futile, — qu'à un jour et heure fixes, dans toutes les communes du monde, une certaine pétition sera présentée — ce qui est du Charisme en retard d'un demi-siècle. Pour le soir était annoncée une séance plénière, mais elle fut prudemment supprimée.

Ainsi se termina clandestinement ce Congrès né de haines personnelles et d'ambitions de meneurs. Il a pourtant rempli une tâche importante : il nous a fait avant-goûter les délices du Gouvernement socialiste, de l'Etat du Peuple, comme disent les social-démocrates allemands ; et il a sans doute enterré, comme nous allons le voir, le Parti Marxiste et les possibilistes ou réformistes du Parti Ouvrier.

En même temps, au Congrès de la rue de Lancry, on discutait et votait la même Législation du travail. On réclamait des amendes pour ceci, — de la prison pour cela, — des règlements, des inspections, des prohibitions, des lois à tous propos. On se serait cru vivre en plein Moyen-Age, sous le régime des Corporations et Jurandes. Néanmoins, il faut reconnaître qu'ici — peut-être parce que les chefs y sont moins influents et la masse plus populaire — la discussion n'a pas été suffoquée. Nous avons pu apprécier des arguments pour la Législation du travail, comme ceux-ci : c'est l'unique moyen de capter les suffrages de la classe ouvrière, aux élections, — ou bien : sans nos amis au Conseil municipal, on ne nous aurait pas donné le « vin d'honneur ! »

Nous avons résumé les arguments contraires dans la résolution, dont suit le texte. Nous tenons ici à conclure que le Socialisme a disparu, par ces Congrès, du programme de lutte des deux partis... impossibilistes. Il reste un idéal, un amour platonique : mais son principe fon-

damental — l'incompatibilité du bien-être des ouvriers avec le régime capitaliste — a été honteusement renié. C'est le programme de Bismarck et du gouvernement Suisse, qui a triomphé à ces Congrès — un programme irréalisable et dont le but unique et manifeste est de détourner les masses ouvrières des grandes voies révolutionnaires. Le régime capitaliste est fondé sur les différences de salaires, de capacité et de durée de travail, de niveau économique et moral entre les travailleurs du monde : ces différences alors seront supprimées, et les conditions du travail à peu près égalisées et rendues justes et humaines, lorsqu'on aura démoli l'organisation sociale actuelle.

Ce qui retarde la destruction de cette organisation sociale est la foi dans la réalité de la souveraineté populaire — c'est-à-dire du Parlementarisme. Le Parlementarisme est l'ennemi aujourd'hui : — c'est de lui qu'émanent tous ces leurres de législation de travail et autres, toutes ces ambitions, ces trahisons, ces discordes. — Le Parlementarisme, c'est un système d'exploitation du Gouvernement, c'est-à-dire des places et de la caisse. Le Gouvernement que nous voulons abolir, n'est en définitive qu'une sorte de propriété : car qui possède le pouvoir, possède les moyens d'exploiter et de faire exploiter les travailleurs. Peu importe que ce pouvoir soit géré au nom de la classe ouvrière, par des gens venant de cette classe, et professant de le tenir dans son intérêt. Ce sont

là des vieilles balivernes. Le pouvoir ne s'exerce effectivement que par quelques-uns ; il se retourne toujours contre les masses et les classes qui vivent en travaillant, et tend à se perpétuer. Donc, plus d'illusion possible ! Le Socialisme est incompatible avec n'importe quel système de Gouvernement. La propriété commune, le travail en commun et la vie commune ne sont pas possibles là où il y a un maître, ou une coterie de maîtres, même s'ils se disent humblement les « serviteurs du Peuple ». Comme pour les Congrès, il ne faut plus de chefs : que les ouvriers se groupent, s'associent, s'entendent librement en consultant leur commun intérêt. Le temps est venu où tous les socialistes sincères doivent se déclarer anarchistes, c'est-à-dire anti-parlementaires, ou ceci tuera cela. Le Parlementarisme, s'il renaissait du sein de la Révolution, ressusciterait la Propriété individuelle ou de classe, — rétablirait l'exploitation de l'ouvrier : la Bureaucratie gouvernante vivrait, — au moyen des impôts, des règles de distribution du travail, etc., — largement aux frais des travailleurs.

Soyons donc à la hauteur de notre mission. Écoutons la voix de l'époque. Le Parlementarisme est condamné. Plus de Gouvernements plus de propriétaires ! — en un mot, plus de maîtres. L'Anarchie, complément nécessaire du Socialisme, est le drapeau autour duquel viennent se rallier tout les hommes sincèrement révolutionnaires.

Considérant qu'une législation internationale ou même seulement nationale du travail non seulement serait, si elle était acceptée par les classes ouvrières, la sanction de leur esclavage et la négation des grands principes du socialisme révolutionnaire, mais qu'une telle législation est économiquement impossible, et qu'il est partant déplorable qu'on fasse miroiter aux yeux des travailleurs cette fausse espérance.

Que jamais l'on pourra soumettre à un régime uniforme les travailleurs des différentes industries : le domestique et l'ouvrier d'usine, l'ouvrier et le paysan, l'artisan des villes et celui des villages, le manœuvre de la grande industrie et le producteur indépendant de la petite industrie, encore moins pourra-t-on soumettre à un régime uniforme les travailleurs de différents pays, races et continents.

Que, vu la différence entre pays manufacturiers, agricoles et commerciaux et les inégalités de développement économique, il serait non seulement impossible, mais aussi injuste

d'égaliser autrement, que par l'évolution spontanée des rapports économiques, les conditions du travail ; car ce serait sacrifier les faibles aux forts, comme il arrive et arrivera toujours dans une organisation sociale aussi réfractaire que l'actuelle, à toute règle de justice et de raison.

Considérant que, en outre des impossibilités d'ordre économique, des impossibilités politiques s'élèvent contre cette illusion colossale d'une législation internationale du travail ; car si les gouvernements sont armés les uns contre les autres jusqu'aux dents, s'ils sont incessamment occupés à fomenter des haines entre les peuples, si enfin ils ne réussissent pas même à concilier les intérêts des classes capitalistes, qu'ils représentent, comment s'entendraient-ils pour faire bénéficier les travailleurs dont ils sont les ennemis naturels et irréconciliables ? Si l'Etat est un énorme engin de destruction et de violence, comment pourrait-il être un instrument de concorde et de pacification, — non entre les ouvriers, qui n'ont pas besoin de son intervention pour fraterniser, — mais entre les ouvriers et leurs maîtres, qui sont aussi les maîtres de la politique, de la diplomatie, de la finance, enfin des Etats ?

Considérant que, même à part toutes ces impossibilités économiques et politiques, qui rendent parfaitement utopique l'idée d'une législation internationale du travail, une grande raison d'ordre moral s'élève contre elle, et

c'est le grand principe de liberté, qui repousse toutes ces législations et réglementations entravant le libre développement de la société et réduisant celle-ci comme dans un lit de Procuste. La liberté est devenue pour l'homme civilisé un besoin, et le premier des besoins.

Considérant, d'ailleurs, qu'il est dangereux de fomenter dans les masses la grande superstition et duperie du siècle, qui consiste à vouloir résoudre les grands problèmes sociaux par des bulletins de votes et articles de loi ; qu'il faut au contraire miner et détruire le fétichisme pour la législation et les législateurs ; et que l'offre d'une législation sur le travail, faite officiellement par les Gouvernements, n'a évidemment d'autre but que de relever aux yeux des masses le Parlementarisme éhonté et d'en prolonger la vie agonisante.

Que, au moment actuel de l'évolution de la pensée socialiste, et après les conquêtes et les défaites de l'Internationale, il s'agit non de reculer et de retourner aux vieux expédients, mais d'avancer, de pousser en avant les revendications du Proletariat, et d'attaquer le dernier rempart de la Bourgeoisie — le Parlementarisme monarchique ou républicain.

Que des milliers de cadavres de victimes et toute une humanité d'opprimés sont entre nous et nos ennemis ; et que cet abîme il faut le creuser davantage, et non l'aplanir par des transactions, qui seraient des vrais trahisons à la Cause.

Qu'il faut donc détruire, avec la Propriété individuelle, le Gouvernement, cette centralisation monstrueuse, cet engin de fraude, de corruption, d'oppression et de discorde sociale, et instituer sur les ruines de ces deux institutions corrélatives une société composée de libres associations de travailleurs administrant leurs propres intérêts et réglant leur propre travail.

Cela considéré, le Congrès

Déclare rester fidèle aux grands principes du socialisme révolutionnaire ;

Repousse comme anti-socialiste, régressive et trompeuse toute proposition de législation de travail ;

Inscrit dans son programme l'abolition du régime parlementaire et gouvernemental, condition nécessaire de l'abolition réelle du régime capitaliste et propriétaire ;

Enfin, ne reconnaissant à personne le droit de transiger sur les Principes — patrimoine unique et inaliénable, et seule espérance du Prolétariat du monde, — ni de rapetisser le socialisme aux proportions minimales d'une législation futile et inactuelle de classe, est d'avis que l'entente entre les socialistes révolutionnaires du monde se fasse sur le terrain des

grandes et imprescriptibles revendications humaines, — car sur tout autre terrain ce ne serait pas l'union, qu'on fonderait entre travailleurs, mais la discorde, la rivalité, l'ambition et la tyrannie d'une minorité privilégiée sur les masses souffrantes.